

---

## LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille  
à l'Assemblée Nationale.*

N<sup>o</sup>. CXIX.

---

*Du Jeudi 29 Octobre 1789.*

**E**NFIN l'assemblée nationale a un président ; M. Camus a eu 378 voix , & M. Eméry n'en a eu que 372. Après un discours par lequel M. Fréteau a remercié l'assemblée du grand honneur qu'elle lui avoit accordé , il a cédé sa place à M. Camus qui , selon l'usage , a fait un court discours.

M. Paris , architecte , ayant assuré que le public pouvoit être en sûreté dans les tribunes , après avoir visité les travaux qu'on vient d'y faire , on a vu avec plaisir les galeries , qui avoient été désertes mardi dernier , se remplir hier de spectateurs. Il n'est pas inutile d'environner les législateurs de la France des regards & de l'opinion publique.

M. l'évêque de Rhodès , qui avoit été chargé de voir les députés blessés , a rapporté que MM. de Castres & Soustel étoient assez bien , & que M. Viard , dont l'état étoit inquiétant , est aujourd'hui sans danger.

En lisant les adresses d'adhésion aux décrets de l'assemblée , on a vu avec intérêt celle de Château-Thierry , qui promet de faire payer toutes les impositions qui seront décrétées par l'assemblée nationale. Essonne promet de payer

*Tome III.*

Q q

le quart des revenus, lorsque la constitution sera finie ; accepté & promulguée.

La multitude des affaires de détail ralentit sans cesse le travail de la constitution ; il faut lutter à chaque séance contre les personnes qui demandent la parole contre l'ordre du jour. Cette fois, l'on s'y est opposé fortement, & l'assemblée a pris un décret qui porte, qu'on commencera à chaque séance par l'ordre du jour, & que la proposition des objets particuliers sera renvoyée à deux heures.

Cet ordre ayant été repris, la question concernant l'exclusion des enfans des insolvable, portée dans l'article II du projet de M. de Mirabeau, s'est offerte à la discussion : elle présentait aux uns une sorte d'injustice, par la peine qu'elle infligeoit aux enfans pour la faute de leurs pères ; les autres n'y voyoient qu'une loi commerciale convenable à de petites républiques, mais peu analogue à un grand état & aux mœurs de la nation. Cependant si l'on regarde cet objet sur les rapports ordinaires de la législation, on le trouvera conforme aux loix romaines, si on le considère sous le rapport des loix politiques, on verra que les républiques l'ont adopté, & que les Rhodiens étoient allés plus loin encore, puisque chez eux, un fils ne pouvoit se dispenser de payer les dettes de son père en renonçant à sa succession. Enfin, à ne voir ce projet de loi que sous les rapports de la morale, on sent qu'elle est nécessaire dans un pays qui veut se régénérer ; que sont en effet les loix sans les mœurs ?

M. Mongin de Roquefort a commencé les débats en disant, « qu'en droit positif, les enfans ne pouvoient pas répondre du fait de leur père ; mais qu'en saine politique, les enfans qui auront recueilli le fruit des remises faites au failli, doivent être frappés des mêmes prohibitions, jus-



qu'à ce qu'ils aient acquitté les dettes de leur père. » Il a proposé en conséquence la rédaction suivante.

« Les enfans qui auront recueilli la succession du failli ; d'après la remise à lui faite par ses créanciers d'une partie de leur créance , seront soumis aux mêmes prohibitions , jusqu'à ce qu'ils aient satisfaits à la dette de leur père , en proportion des biens qu'ils auront reçu de lui. »

« Faire retomber les fautes des banqueroutiers sur leurs enfans , seroit consacrer une loi odieuse , disoit M. Lanjuinais ; je conclus à rejeter l'article ».

M. Prieur trouvoit cette loi très-délicate , soit qu'on la considérât en morale , soit qu'on la regardât comme une loi politique ; il a dit « que le principe , que les fautes étoient personnelles , avoit été consacré ; qu'on ne devoit exclure que les enfans du failli , qui profiteroient de la succession de leur père , mais que ceux qui n'auront rien recueilli , ou qui auront répudié l'héritage de leur père , doivent être admis à tous les emplois ».

Un député de la noblesse vouloit qu'on donnât une exclusion à ceux qui recueillent des substitutions sans payer les dettes de leur père.

M. Martineau voyoit la question sous des rapports de moralité. « Le premier objet du législateur , disoit-il , est d'établir des loix qui ramènent des mœurs pures & patriotiques ; il n'y a pas plus d'un demi-siècle , que le fils , ou la veuve , qui ne payoit pas les créanciers de son père , ou de son mari , étoient l'objet du mépris universel ; que l'inadmissibilité à des emplois publics pour ceux qui ne payeroient pas les dettes de leur père , rendroit ceux-ci plus réservés , plus circonspects , & les enfans plus laborieux ; plus empressés à réhabiliter la mémoire d'un père qui n'auroit été que malheureux.

Mais il a conclu à l'ajournement de cette question pour



ne s'occuper que de la formation des municipalités d'où dépend le salut de l'état.

M. Blin demandoit que la question fût décrétée sur-le-champ, ou que si on l'ajournoit, elle fût discutée avec les autres parties de la législation, & qu'il espéroit qu'alors on s'occuperoit de proscrire les substitutions.

M. Barnave s'est déclaré contre la loi projetée; il la trouvoit contraire à toutes les règles du droit public & du droit des hommes; ce qu'il espéroit prouver si la question n'étoit pas ajournée.

On est allé aux voix sur l'ajournement, & il a été décidé que l'article seroit jugé.

Alors M. Barnave a repris la parole; « Je ne conteste pas, a-t-il dit, combien cette loi est morale & estimable dans son intention, mais une loi bonne pour une petite république comme Genève, qui ne peut être considérée que comme une grande maison de banque, devient inadmissible dans un grand royaume comme la France; il est des principes existans avant tous les autres; le premier, que toutes les fautes sont personnelles; le second, que les loix ne peuvent pas punir ce qu'elles ne défendent pas; enfin la loi est *une*; elle n'a pas deux esprits, deux décisions; elle ne condamne pas ici ce qu'elle approuve là, ou la loi obligera le fils de famille de payer les dettes de son père, ou non; si elle l'oblige, il sera contraint, & par-là inadmissible; si elle ne l'oblige pas, il est inutile de prévoir ce que la loi décidera à cet égard, & ce seroit aller contre la déclaration des droits si l'on punissoit un homme de n'avoir pas fait ce que la loi ne lui ordonnoit pas; ce que la loi ne fait point, c'est à l'opinion publique à le faire. Celui qui ne paiera pas les dettes de son père sera un objet de mépris, & ne sera jamais élevé aux emplois. Je conclus à rejeter l'article ».

Dans cet instant l'assemblée a cru que la question étoit assez discutée, mais M. Prévôt est parvenu à faire entendre un amendement tendant à ne point exclure les enfans faute d'avoir payé leur portion virile des dettes de leur père, que lorsqu'ils auront recueilli, & qu'ils retiendront quelque portion des biens dont ils auront hérité.

M. Tronchet a proposé un sous-amendement consistant à ne pas prononcer l'exclusion contre les enfans mariés qui ont reçu une dot avant la faillite de leur père.

On est allé aux voix ; l'amendement & le sous-amendement qu'on vient de rapporter, ont été adoptés.

Quoique la discussion fut fermée, M. de Mirabeau a pris, ou plutôt conquis la parole ; car il faut quelquefois la conquérir ; « la vérité, a-t-il dit, ne doit pas porter la peine de mon arrivée tardive dans l'assemblée ; j'apprends qu'on a travesti le sens de l'article que j'ai proposé ; on parle de l'exclusion des enfans comme d'une peine infamante : la loi seroit injuste, si elle infligeoit ce qu'on peut appeller une flétrissure. L'exclusion proposée est dans la nature des choses. On prétend qu'elle est contraire au droit public & aux droits des hommes, & l'on convient cependant qu'elle est morale & pure dans ses motifs ; je ne fais pas comment une loi morale seroit contraire au droit public & à celui des hommes.

La morale est une pour les républiques comme pour les monarchies, pour les commerçans comme pour les agriculteurs ; il importe au commerce qu'un père pervers ne laisse pas, par des arrangemens frauduleux, une fortune considérable à ses enfans. Il importe aux mœurs qu'il se forme un plus grand esprit de famille, une solidarité de foi publique & privée ; il importe à la société que la réputation des pères puisse devenir celle des enfans, & réciproquement ; mais, dit-on, c'est une loi de famille. A



quoi donc devons-nous aspirer, qu'à rendre tous les peuples de grandes familles.

Trente-six mille personnes sont unies de foi, d'intérêt & de prospérité à Genève, pourquoi un plus grand nombre de citoyens ne pourroit-il pas avoir en France les mêmes liens ? Sans doute il y a un grand pouvoir à laisser à la morale ; mais la politique peut & doit prendre souvent ses vues pour faire des loix. Le législateur est également chargé de l'éducation politique & morale des citoyens, & le législateur qui fixe la représentation politique a une plus grande latitude, que celui qui fait une loi particulière, civile. Je demande l'acceptation pure & simple de l'article que j'ai proposé. »

« C'est une loi constitutionnelle que vous faites, repliquoit M. Desmeuniers. Vous examinez quelles sont les conditions nécessaires pour exercer les droits politiques, & le préopinant n'a pas répondu aux objections ; d'après l'article proposé, les enfans portent la peine de l'exclusion ; quelle sévérité plus grande que la privation du droit de citoyen ! on a distingué les enfans du père banqueroutier sans payer la dette, & ceux-là doivent être exclus parce qu'ils ont manqué à la justice ; mais comment celui qui ne recueille rien, pourroit-il être privé du droit de cité ? si le fils n'a rien recueilli, il est injuste de l'en priver ; dans l'autre cas, il s'agit de ceux qui ont reçu quelque chose de la succession de leur père ; & comment connoître dans toutes les circonstances les différentes banqueroutes ? »

M. de Saint-Fargeau attaquoit la rédaction de l'article comme insuffisante ; il desiroit qu'on employât le mot générique d'héritier, au lieu d'enfant, afin de comprendre la ligne ascendante & descendante, & par ce moyen tous les successeurs du failli ; il a demandé que l'article de M.

de Mirabeau avec ; l'amendement & le sous-amendement déjà adoptés , fût renvoyé au comité de rédaction.

On est allé aux voix & l'on a décrété, *sauf rédaction*, les principes consignés dans le second article de M. de Mirabeau & dans les amendemens. On a proposé ensuite de spécifier le temps qui devra précéder la constitution de la dot pour les enfans du failli , afin qu'elle ne soit pas suspectée de fraude ; on a déclaré n'y avoir lieu à délibérer.

On est allé ensuite aux voix sur le troisième article du projet de M. de Mirabeau ; il a été adopté & renvoyé au comité de rédaction.

« Ce n'est pas assez de faire de bonnes loix , a dit M. de Beaumés , il faut encore des moyens pour les exécuter ; sachons donc comment on doit prouver & juger les exclusions ».

Ce n'étoit pas le moment de s'occuper de cet objet , qui tient plus aux formes qu'aux principes ; on n'a pas cru devoir s'en occuper.

M. de Dieuse a proposé d'ajouter l'exclusion qu'il avoit annoncé la veille, en ces termes :

« Tout homme interdit , pour quelque cause que ce soit , ou repris de justice après vingt-cinq ans , ne pourra être ni électeur ni éligible ».

Cette rédaction sembloit conserver tous les droits aux repris de justice qui n'auroient que vingt-quatre ans , & ce n'étoit pas le seul vice qu'elle présentait.

Un député de la noblesse est venu développer la motion de M. Dieuse , & il vouloir qu'on prononçât l'exclusion contre toute personne qui auroit été punie de peines afflictives ou infamantes.

M. de la Chaise soutenoit que les personnes qui étoient dans les liens d'un décret grave , ne pouvoient pas participer à cette magistrature civique , & que le décret de



prise de corps devoit être exclus de toute représentation.

M. Dupont s'est élevé fortement contre cette motion. « Chez une nation si délicate sur l'honneur, disoit-il, vous ne pouvez pas faire une loi ainsi conçue. Ne faites pas aux loix la honte de ne pas laisser aux mœurs cet objet important ».

« Il y a le plus grand danger, disoit M. Target, à énoncer vaguement que les personnes décrétées ne pourront pas être électeurs; ne craignez-vous pas que la haine, l'envie, & les autres passions, ne cherchent à faire décréter des décrets pour exclusion de bons citoyens. »

« Non, Messieurs, disoit M. Barrère de Vieuzac, vous ne voulez pas déshonorer la constitution par des énonciations de cette nature. Devez-vous prévoir que les hommes que la justice aura frappé d'interdiction ou d'infamie, oseront se présenter parmi les citoyens électeurs; & quant aux personnes contre qui la justice aura lancé des décrets, pouvez-vous les regarder comme des coupables? Pouvez-vous même, [au milieu de la barbarie de nos loix & de nos procédures criminelles, les regarder comme incapables d'exercer les droits politiques? & si l'immortel auteur du contrat social eût pu se présenter dans une assemblée d'électeurs, l'auriez-vous repoussé? l'auriez-vous dépouillé du titre de citoyen, parce qu'il auroit été décrété par le parlement de Paris?..... Je demande donc la question préalable.

On est allé aux voix, & l'assemblée a décidé qu'il n'y avoit lieu à délibérer.

A Rome, selon l'institution de *Servius-Tullius*, tout citoyen qui ne se faisoit point inscrire dans le *cens*, étoit fait esclave; & Cicéron lui-même dit qu'un tel homme perdoit la liberté. Cette institution du premier peuple de l'univers, n'étoit pour lui qu'une loi civile relative aux



successions ; elle peut devenir pour la France une institution tout à la fois civile , morale & politique. M. l'abbé Syëes, célèbre par ses connoissances profondes en droit public , a proposé dans un de ses ouvrages une idée très-simple & très-noble , puisée dans le cens des Romains , & que M. de Mirabeau a développée avec beaucoup d'éloquence ; c'est l'inscription de l'homme âgé de 21 ans , sur le tableau des citoyens , qui sera tenu par l'assemblée primaire.

« Je ne dirai rien, s'écrioit M. de Mirabeau , de cette éducation civique qui montre à la jeunesse les relations de l'honneur avec la patrie & les loix ; l'idée de l'inscription sur le tableau des citoyens , est aussi ancienne que les constitutions des peuples libres. Chez les Athéniens, les jeunes gens apprenoient , par deux ans d'épreuve , à porter le joug de la subordination légale ; ils étoient mis ensuite dans la classe des citoyens. Cette inscription étoit une fête pour la patrie ; pour les nouveaux citoyens , c'étoit un grand jour. . . . La langue des signes ne doit pas être négligée par les législateurs ; vous pourrez même vous servir de cette institution dans le code moral , en retardant jusqu'à vingt ans le majorat politique pour ceux qui auroient commis quelque faute ; ce seroit-là les peines des erreurs de cet âge léger qu'il ne faut ni flétrir ni laisser sans improbation légale. Chaque année , à une certaine époque , on rendra l'état de citoyen plus honorable encore par la solennité de l'inscription. Elle frappera à la fois le sentiment & l'imagination ; voilà les fêtes qui conviennent à un peuple libre ; tout y parlera d'égalité. . . . On n'y verra que les loix & la patrie , & les jeunes citoyens prêteront un serment envers la nation & le roi , & ce serment seroit l'unique serment qu'ils prêteroiient pendant la vie du citoyen. Je propose « qu'après l'orga-

nification des municipalités , les assemblées primaires soient chargées de former un tableau des citoyens , & d'inscrire chaque année , dans un jour marqué , tous ceux qui auront atteint l'âge de vingt-un ans , après leur avoir fait prêter un serment de fidélité aux loix de l'état & au roi. »

Une si belle loi ne pouvoit qu'exciter des applaudissemens pour celui qui l'avoit proposée , aussi M. de Mirabeau a-t-il été très-applaudi.

On est allé aux voix pour adopter unanimement un décret digne des beaux jours d'Athènes & de Rome , & qui peut donner naissance parmi nous à ces fêtes civiques , à ces législations des anciens qui gouvernoient les hommes par les sens.

On a repris le travail du comité sur l'article V , conçu en ces termes :

*» Nul citoyen ne pourra exercer les droits de citoyen actif dans plus d'un endroit ; & dans aucune assemblée , personne ne pourra se faire représenter par un autre.*

M. de Custine a demandé que l'on fit une exception pour la procuration de ceux qui sont employés au service du Roi ; mais les droits de citoyen étant des droits absolument personnels & incessibles , l'assemblée a adopté purement & simplement l'article V.

M. Target a proposé de fixer le montant de la contribution nécessaire pour les assemblées communales & de départemens ; on a lu l'article X du rapport du comité ; il a donné lieu à quelques débats. M. de Montlausier trouvoit cette rédaction vicieuse en ce qu'elle sanctionnoit d'avance la division en assemblées communales , & en ce que la contribution de la valeur de 12 journées de travail n'étoit pas suffisante pour mettre un citoyen à l'abri de la corruption.



M. Dupont pensoit que c'étoit usurper sur la liberté des électeurs de leur dire; cet homme a la vertu de qui vous vous confiez n'est pas propre à vous représenter, car il ne paie pas en impôt la valeur de dix journées de travail. S'il y avoit des obstacles à opposer & de fortes contributions à établir, c'étoit pour être électeur & non pour être éligible; il ne falloit d'autre condition pour être élu que celle d'inspirer la confiance; & peut-être n'avez-vous pas fait une classe assez nombreuse de *proletaires*.

M. de Virieux est allé plus loin, en développant d'excellentes vues sur la nécessité de composer de propriétaires les assemblées représentatives. « Il y a deux intérêts dans les élections, a-t-il dit, l'intérêt de celui qu'on élit, & de celui pour qui on élit. D'après le principe que chaque député est le représentant de la nation, il ne suffit pas qu'il ait la confiance du canton qui l'élit, il faut encore qu'il puisse justifier la confiance générale; il faut des principes qui assurent à la Flandre, que la Provence enverra des députés dignes de sa confiance; quant à la somme de contribution exigée, elle me paroît trop mince; vous aurez des députés qui, étant presque sans propriété, seront peu attachés à la patrie, & qui pourront plus facilement être corrompus. Il y aura de grands mouvemens pour les élections; l'honneur d'être élu sera brigué, & le gouvernement se servira même de cette arme dangereuse pour introduire dans l'assemblée des hommes sans propriété; il est essentiel dans une nation agricole d'augmenter la masse de la contribution, puisque l'Angleterre, nation commerçante, a exigé une grande propriété. »

MM. Bouche & Prieur s'opposoient à ce que l'on consacrat le nom d'assemblée communale avant de l'avoir

discuté, & M. Target y a substitué le nom d'intermédiaire ; on est allé aux voix pour adopter l'article suivant :

« Pour être éligible à l'assemblée intermédiaire , ainsi qu'à celle de département, il faudra réunir aux conditions d'électeur, c'est-à-dire de citoyen actif, celle de payer une contribution directe plus forte ; cette contribution se montera au moins à la valeur locale de dix journées de travail. »

Les volontaires de la garde nationale de Saint-Martin-des-Champs ont envoyé des députés à l'assemblée nationale, pour lui faire connoître l'acte de patriotisme qu'ils avoient consigné dans une adresse ; ils y disoient que , considérant les inconvéniens qui pouvoient résulter de l'inexécution de la loi martiale, ils souscrivoient entièrement à ce décret, & qu'ils prêteroient toute leur force à leur exécution ; on a regretté que les précédens degrés ne permissent de recevoir que les députés de la commune.

M. de Limon a écrit une lettre , pour offrir dix mille cinquante livres , produit de cent quatre-vingt-deux marcs d'argent , qui doivent servir à acquitter sa contribution patriotique.

Un député du bailliage de Moutargis s'est plaint de ce que les différens décrets de l'assemblée, notamment ceux du 4 août, n'avoient point été envoyés dans ce baillage, & que le premier envoi ministériel, qui avoit été reçu dimanche dernier, ne contenoit que le décret de la gabelle & celui des impositions ordinaires. Il est sans doute inoui, qu'après le vigoureux décret du 20 de ce mois, le pouvoir exécutif ait autant retardé l'envoi de ces décret importants. Aussi l'assemblée a chargé M. le président de le réclamer de plus fort.

M. Cigogne a réclamé, au nom de la province d'Anjou, la suppression totale de la gabelle ; la permission à tous les particuliers de vendre & d'acheter du sel, & que le rem-



placement du produit de cet impôt fût ordonné. M. l'abbé Dillon a demandé la suppression des aides pour le Poitou. L'assemblée a cru devoir renvoyer les députés d'Anjou à conférer avec le comité des douze & le ministre des finances.

M. Rouffelet a rapporté la demande de quelques religieuses du couvent de l'immaculée conception & recolettes de Paris ; il a lu deux lettres dans lesquelles ces religieuses annonçoient les instances que l'on faisoit à deux jeunes novices pour leur faire prononcer des vœux. « C'est avec douleur, écrivoit une des religieuses au président de l'assemblée nationale, que je prends la liberté de vous prier de procurer un prompt secours pour empêcher la tenue de deux chapitres de novices que l'on veut nous faire recevoir malgré toutes les raisons d'une droite conscience. Je balance depuis quelques jours ; daignez seconder ma confiance, & que l'interdit soit annoncé à toute la communauté assemblée, sans quoi je ne répondrais pas que l'on ne nous le cache, & que l'on passe outre.

La maison doit être connue & mon nom enseveli ; je serois fort malheureuse si vous m'honoriez d'une réponse. Il y auroit du risque ; vous savez, monsieur, que l'inquisition à beaucoup d'espions ; je laisse à vos lumières à pénétrer le reste que je veux m'éviter le chagrin de détailler. »

Le comité pensoit qu'il falloit suspendre l'émission des vœux jusqu'à ce que cette grande & délicate question fût agitée & jugée.

Si dans tous les temps l'humanité & les loix ont autorisé dans les tribunaux les réclamations des victimes qui gémissent dans les cloîtres, à combien plus forte raison les législateurs doivent-ils s'empressez de venir au secours des personnes qui n'ont pas encore aliéné le premier des biens,

a liberté ; mais un curé a craint qu'en suspendant l'émission des vœux , on ne préjugeât la question des fonds.

La délibération qu'on vient de vous proposer , disoit M. l'évêque de Nîmes , est une des questions les plus intéressantes dans l'ordre politique & religieux. D'après votre règlement il faut discuter trois jours avant le décret ; n'importe que ce soit par provision. Un provisoire de cette nature , rendu général , préjugeroit beaucoup sur la question du fonds. Je demande que l'émission des vœux soit suspendue seulement pour la communauté qui se plaint.

La division a été demandée & refusée ; l'assemblée a rendu le décret suivant.

« L'assemblée nationale , oui le rapport du comité , ajourne la question sur les vœux monastiques ; cependant & par provision décrète que l'émission des vœux sera suspendue dans tous les monastères de l'un & de l'autre sexe ».

Ce décret doit être porté à la sanction incessamment.

M. le maire de Paris est venu annoncer , les larmes aux yeux , l'événement tragique arrivé à Vernon. Le sieur Planter , de cette ville , chargé de l'approvisionnement de Paris , a été saisi au milieu d'une émeute populaire , & pendu deux fois ; deux fois la corde a cassé ; il n'étoit pas mort quand la nouvelle est parvenue ici.

« Je viens vous demander des ordres & des secours , a dit M. le maire ; vous sauverez ainsi la vie de plusieurs hommes employés à Vernon dans les détails de l'approvisionnement de la capitale ; l'assemblée a pris aussi-tôt un décret , par lequel M. le président est chargé d'envoyer sur-le-champ un courrier à la municipalité de Vernon , pour l'engager à sauver la vie d'un citoyen , à rétablir la paix & la tranquillité ; de se concerter avec le pouvoir exécutif , pour qu'il y soit envoyé des troupes ; il a été ordonné en même temps que les coupables seroient arrêtés , & que la loi martiale y seroit publiée & exécutée.



*A V I S.*

N. B. MM. les Souscripteurs, dont l'abonnement finit au cent-vingtième numéro, sont priés de renouveler, & de rapporter le numéro de leur souscription, qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal, n°. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.